

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Transports, le 4 juin 1999, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté ministériel du ... "portant fixation du règlement intérieur du comité de régulation et de coordination", a donné le 18 août 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 juni 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit van ... "tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het comité voor regulering en coordinatie", heeft op 18 augustus 1999 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. Il convient d'écrire "La Ministre de la Mobilité et des Transports" au lieu de "Ministre des Transports", conformément au titre établi à l'article 1er de l'arrêté royal du 12 juillet 1999, paru au Moniteur belge du 13 juillet 1999.

La même observation vaut en ce qui concerne la signature.

2. A l'alinéa 1er, il convient d'écrire "arrêté royal" en orthographiant en caractère minuscule la première lettre de ces deux mots, ainsi que d'écrire "l'aéroport de Bruxelles-National" au lieu de "l'aéroport Bruxelles-National".

Par ailleurs, il est plus précis de viser l'article 39, § 3, de l'arrêté royal du 2 avril 1998 portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, au lieu de viser de manière générale l'article 39 de cet arrêté.

.../...

Dispositif

Observations générales

L'arrêté en projet ne tient pas suffisamment compte dans sa formulation du fait que l'article 39, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 avril 1998 attribue au ministre la fonction de président du Comité de régulation et de coordination, en abrégé C.R.C.

C'est ainsi par exemple que l'article 2, alinéa 2, du projet prévoit que "chaque partie peut invoquer l'urgence en la motivant" alors que l'alinéa 3 établit que c'est le président qui "constate l'urgence". L'urgence sera donc dans ce cas invoquée et constatée par la même personne.

On remarque également que l'article 7, alinéa 2, prévoit bizarrement que le "rapport [...] est transmis aux membres [du C.R.C.] au moins trois jours ouvrables avant l'envoi au Ministre", alors que ce dernier est membre du C.R.C.

Observations particulières

Article 1er

Cet article, qui ne fixe pas l'objet de l'arrêté en projet et qui n'énonce pas davantage l'une de ses règles les plus importantes, trouverait mieux sa place en fin de texte, avant le fixant vigueur.

.../...

Par ailleurs, il convient d'éviter de faire figurer certaines parties du dispositif entre parenthèses. L'on fera donc figurer les mots "en abrégé C.R.C." entre des virgules.

Enfin, lorsqu'il est fait usage de lettres capitales pour établir un sigle correspondant au nom d'un organisme il convient de faire figurer un point après chaque lettre utilisée. L'on écrira donc "C.R.C." au lieu de "CRC", conformément d'ailleurs au sigle établi à l'article 39, § 1er, de l'arrêté royal du 2 avril 1998 précité.

Article 2

1. Dans l'alinéa 1er, par souci de clarté, il convient d'écrire "ou au plus tard un mois après la proposition d'augmentation des redevances" au lieu de "ou après la proposition d'augmentation des redevances". Il n'apparaît en effet pas avec certitude si le délai d'un mois s'applique également à cette circonstance.

2. Il est proposé de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"Si l'urgence est constatée par le président, celui-ci convoque le C.R.C. à la date la plus rapprochée possible.".

.../...

Article 3

1. Il faut écrire "sont transmis" au lieu de "doivent être transmis", et préciser si la convocation doit être écrite.

2. Ne convient-il pas de prévoir que les membres doivent disposer d'un ordre du jour avant la réunion ?

Article 4

1. En ce qui concerne la première phrase, sans doute faut-il prévoir que le C.R.C. peut constituer "des groupes de travail".

2. Il est proposé de remplacer les deux dernières phrases par celle qui suit :

"... Il peut également accepter que des experts ou des techniciens participent, sans droit de vote, aux discussions relatives à des points spécifiques de l'ordre du jour."

Article 5

Il convient de faire disparaître la référence à des membres "suppléants" dont l'existence n'est pas prévue à l'article 39, § 2, de l'arrêté royal du 2 avril 1998 préci-

.../...

té, qui fixe la composition du C.R.C. Seul le Ministre, qui préside le C.R.C., est habilité par cette disposition à se faire remplacer par son délégué. Dès lors, on rédigera la dernière phrase comme suit : "Hormis le ministre, nul ne peut s'y faire représenter."

Article 6

1. Il y a lieu de rédiger l'alinéa 1er, comme suit :

"Le C.R.C. délibère à la majorité des voix exprimées , les abstentions n'étant pas comptées."

2. L'alinéa 3 prévoit que "la décision [du comité de régulation et de coordination] lie les parties".

L'article 39, § 1er, de l'arrêté royal du 2 avril 1998 portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, attribue toutefois au Comité une mission purement consultative.

Ce caractère purement consultatif est évident pour les missions définies au 2° et au 3°. En ce qui concerne la mission de conciliation en cas de différend entre Belgocontrol et la B.I.A.C., prévue au 1°, la "décision" à prendre par le Comité ne peut également être, par définition, qu'un avis que les parties au litige doivent être libres de suivre ou de ne pas suivre. L'arrêté royal du 2 avril 1998 ne peut en effet être interprété comme ayant confié au Comité la

.../...

mission de trancher, tel un arbitre, les litiges entre la B.I.A.C. et Belgocontrol.

Le projet ne peut donc attacher un quelconque effet contraignant aux "décisions" prises par le Comité. En conséquence l'alinéa 3 sera omis.

Article 7

1. Dans la première et la deuxième phrase de l'alinéa 1er, il convient d'écrire "Dans les sept jours ouvrables qui suivent la réunion" et "Dans les sept jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport" au lieu de respectivement "Endéans les 7 jours ouvrables après la réunion" et "Endéans les 7 jours ouvrables après la réception de ce rapport".

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu d'écrire à la fin de la première phrase "... un rapport synthétique des délibérations et des avis du C.R.C..".

La troisième phrase du même alinéa, sera rédigée comme suit : "Ces délais sont réduits à trois jours en cas d'urgence", et il sera précisé si l'urgence dont il est question est celle dûment constatée en application de l'article 2.

2. Dans l'alinéa 2, il est question pour la première fois d'un "dossier" à envoyer au ministre avec le rapport et les remarques relatives à celui-ci. Il convient

.../...

de définir ce dossier avant de fixer une telle règle. Cet alinéa doit, par ailleurs, être réécrit par souci de clarté.

Article 8

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. Men schrijve "De Minister van Mobiliteit en van Vervoer" in plaats van "De Minister van Vervoer", overeenkomstig de titel die is vastgesteld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juli 1999, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13 juli 1999.

Dezelfde opmerking geldt voor de ondertekening.

2. In het eerste lid schrijve men de woorden "koninklijk besluit" en "luchthaven" met een kleine letter.

Bovendien is het duidelijker te verwijzen naar artikel 39, § 3, van het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal" in plaats van in het algemeen te verwijzen naar artikel 39 van dat besluit.

Dispositief

Algemene opmerkingen

In de huidige redactie van het ontworpen besluit wordt niet voldoende rekening gehouden met het feit dat artikel 39, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 april 1998 de minister het ambt toewijst van voorzitter van het Comité voor Regulering en Coördinatie, afgekort als C.R.C.

.../...

Zo bij voorbeeld bepaalt artikel 2, tweede lid, van het ontwerp : "Iedere partij kan de hoogdringendheid inroepen. Deze dient gemotiveerd", terwijl het derde lid stelt dat het de voorzitter is die "de hoogdringendheid vaststelt". De dringendheid moet in dat aangevoerde geval door dezelfde persoon worden vastgesteld.

Tevens zij erop gewezen dat artikel 7, tweede lid, vreemd genoeg bepaalt dat "het verslag ... aan de leden (van het CRC) (wordt) bezorgd ten minste 3 werkdagen voor de toezending aan de Minister", terwijl de laatstgenoemde lid is van het C.R.C.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

Dit artikel, waarin het onderwerp van het ontworpen besluit niet wordt vastgesteld en waarin evenmin een van de meest belangrijke regels ervan wordt neergelegd, hoort beter thuis aan het slot van de tekst, vóór de bepaling die de inwerkingtreding regelt.

Bovendien dient te worden vermeden bepaalde delen van het dispositief tussen haakjes te plaatsen. De woorden "afgekort als C.R.C." moeten dus tussen komma's worden geplaatst.

Wanneer men gebruik maakt van hoofdletters voor een afkorting die overeenstemt met de naam van een instelling,

.../...

ten slotte, dient na elke gebruikte letter een punt te worden geplaatst. Men schrijve dus "C.R.C." in plaats van "CRC", overeenkomstig de afkorting die is vastgesteld in artikel 39, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 2 april 1998.

Artikel 2

1. Ter wille van de duidelijkheid schrijve men in het eerste lid "uiterlijk een maand na het verzoek (...) of uiterlijk een maand na het voorstel tot verhoging van de vergoedingen" in plaats van "ten laatste een maand na het verzoek (...) of na het voorstel tot verhoging van de vergoedingen". Het is immers niet echt duidelijk of de termijn van één maand tevens toepassing vindt op die laatste omstandigheid.

2. Voorgesteld wordt het derde lid te redigeren als volgt :

"Indien de voorzitter vaststelt dat daartoe dringende redenen bestaan, roept hij het C.R.C. zo spoedig mogelijk bijeen.".

.../...

Artikel 3

1. Men schrijve "worden bezorgd" in plaats van "moeten worden bezorgd" en er dient te worden gepreciseerd of de oproeping schriftelijk moet geschieden.

2. Zou het niet aangewezen zijn te bepalen dat de leden vóór de vergadering over een agenda moeten beschikken ?

Artikel 4

1. In de eerste zin dient wellicht te worden bepaald dat het C.R.C. "werkgroepen" kan oprichten.

2. Voorgesteld wordt de laatste twee zinnen te vervangen door de volgende zin :

"... Het kan er ook in toestemmen dat deskundigen of technici, zonder stemrecht, deelnemen aan de besprekingen betreffende specifieke punten van de agenda.".

Artikel 5

De verwijzing naar "plaatsvervangende" leden, in het bestaan waarvan niet wordt voorzien door artikel 39, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 2 april 1998,

.../...

dat de samenstelling van het C.R.C. vaststelt, dient te vervallen. Alleen de minister die het C.R.C. voorziet, is bij die bepaling gemachtigd om zich te laten vervangen door zijn gemachtigde. De laatste zin dient bijgevolg te worden geredigeerd als volgt : "Buiten de minister kan niemand zich erin laten vertegenwoordigen."

Artikel 6

1. Het eerste lid dient te worden gesteld als volgt :

"Het C.R.C. neemt besluiten bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, onthoudingen niet meegerekend."

2. Het derde lid bepaalt : "De beslissing (van het comité voor regulering en coördinatie) is bindend voor de partijen".

Artikel 39, § 1, van het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot hervorming van de beheersstructuren van de Luchthaven Brussel-nationaal, draagt het comité evenwel een louter raadgevende taak op.

De in onderdeel 2° en 3° gedefinieerde taken zijn uiteraard louter raadgevend. Wat de taak betreft om eventuele geschillen tussen Belgocontrol en B.I.A.C. bij te leggen, waarin onderdeel 1° voorziet, kan de door het comité te nemen "beslissing " per definitie eveneens slechts een

.../...

advies zijn dat de partijen bij het geschil vrij al dan niet kunnen volgen. Het koninklijk besluit van 2 april 1998 mag immers niet zo worden geïnterpreteerd dat het aan het comité de taak heeft opgedragen om zoals een scheidsrechter de geschillen tussen B.I.A.C. en Belgocontrol te beslechten.

Het ontwerp kan aan de "beslissingen" van het Comité geen enkel dwingend gevolg verbinden. Het derde lid dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 7

1. In de eerste en tweede zin van het eerste lid schrijve men "Binnen zeven werkdagen na de vergadering" en "Binnen zeven werkdagen na ontvangst van dat verslag" in plaats van respectievelijk "Binnen de 7 werkdagen na de vergadering" en "Binnen de 7 werkdagen na ontvangst van dit verslag".

Daarbij aansluitend schrijve men aan het slot van de eerste zin "... een samenvattend verslag van de besluiten en adviezen van het C.R.C."."

De derde zin van hetzelfde lid moet als volgt worden geredigeerd : "Die termijnen worden beperkt tot drie dagen in geval van dringende redenen" en er moet worden gepreciseerd of de dringende redenen waarvan sprake is die zijn welke met toepassing van artikel 2 behoorlijk zijn vastgesteld.

.../...

2. In het tweede lid is er voor de eerste maal sprake van een "dossier" dat aan de minister moet worden toegezonden met het verslag en de opmerkingen bij dat verslag. Alvorens zulk een regel te stellen moet dat dossier worden gedefinieerd. Duidelijkheidshalve moet dit lid bovendien worden herschreven.

Artikel 8

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden zou moeten worden afgeweken van de gewone regel inzake de inwerkingtreding van de koninklijke besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

 P. LEWALLE,
 P. QUERTAINMONT,

 F. DELPEREE,
 J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN